



**PRÉFET  
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71  
37 Boulevard Henri Dunant  
CS 80140  
71040 Mâcon Cedex 9

Mâcon, le 07/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **VALSPAR FRANCE CORPORATION - INDUSTRIAL**

14 Rue Chanay  
CS 70001  
71700 Tournus

Références : NG/NM/2025/C\_108  
Code AIOT : 0005401067

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/06/2025 dans l'établissement VALSPAR FRANCE CORPORATION - INDUSTRIAL implanté 14 Rue Chanay CS 70001 71700 Tournus. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VALSPAR FRANCE CORPORATION - INDUSTRIAL
- 14 Rue Chanay CS 70001 71700 Tournus
- Code AIOT : 0005401067
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Ex IED - MTD

La société VALSPAR, entreprise du groupe international Sherwin-Williams spécialisé dans les vernis et les peintures, exploite sur la commune de Tournus (71) deux unités différentes, indépendantes l'une de l'autre et géographiquement distinctes : l'unité Industrial et l'unité Packaging, toutes les deux installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation et classées Seveso seuil bas. Le site de Tournus emploie environ 160 personnes pour les deux unités, avec une direction et des fonctions supports mutualisées.

L'unité Industrial est spécialisée dans la fabrication de peintures industrielles et vernis, et l'unité Packaging est spécialisée dans la fabrication de résines destinées au revêtement intérieur des emballages alimentaires.

Au titre de la législation applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement, les activités de l'unité Industrial sont régulièrement exploitées dans le cadre de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° DCL-BRENV-2021-11-7 du 11 janvier 2021.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Prélèvements envtx

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	1 mois
6	Consultation POI	Autre du 01/01/2022, article Article L.515-41 du CE	Demande d'action corrective	1 mois
7	Identification des moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Demande d'action corrective	15 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise à jour du POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
2	Réalisation d'exercice POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
3	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
5	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection réalisée avait pour thème principal la gestion des prélèvements environnementaux en cas de sinistre. Le site s'est pleinement engagé dans la mise en œuvre de cette nouvelle disposition réglementaire, dans la perspective d'une opérationnalité à fin juin 2025. L'identification des substances susceptibles d'être émises sont identifiées sur la base d'une méthodologie explicitée. Les documents présentés d'identification des substances, de stratégie de prélèvement et de contractualisation pour une astreinte 24h/24h étant en version projet, il convient désormais de définitivement les valider et les transmettre à l'inspection.

Le plan de secours interne (POI) devra par ailleurs être mis à jour dès que possible pour intégrer le dispositif mis en place lorsqu'il sera opérationnel, et régulièrement testé (y compris en dehors des heures d'ouverture du site). Il a été rappelé que le plan d'opération interne est à transmettre à l'inspection; la justification de la consultation de la commission santé, sécurité et conditions de travail (CSSCT) du comité social et économique (CSE) devra également être apportée.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Mise à jour du POI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.
<b>Constats :</b>  La dernière mise à jour du plan d'opération interne présenté le jour de l'inspection date de février 2025.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de transmettre un exemplaire de son plan d'opération interne (exemplaire papier et version numérique) à l'inspection des installations classées dès lors qu'il est mis à jour.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Réalisation d'exercice POI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à

compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.
<b>Constats :</b>  La fréquence de réalisation d'exercice POI sur le site est inférieure à 3 ans. Le dernier exercice a été réalisé en 2024 et fait l'objet d'un compte-rendu établissant les points positifs et les axes d'amélioration ou dysfonctionnements.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant est invité à réaliser périodiquement des exercices en dehors des heures d'ouverture du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Liste des substances recherchées et milieux associés**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contenu POI
<b>Prescription contrôlée :</b>  « Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :  - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :  - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...] »  Annexe V - i) [...] Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2023.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a fait réaliser par un prestataire externe une identification des substances susceptibles d'être émises en cas d'incident/accident ainsi que des milieux associés.  Ce recensement s'appuie sur une méthodologie dont l'examen par sondage n'appelle pas de remarque.  Le document nécessite toutefois d'être définitivement validé, le document présenté étant une version projet.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

Il est demandé à l'exploitant de transmettre le document finalisé d'ici la fin du mois de juin 2025.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Stratégie de prélèvement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Contenu POI

**Prescription contrôlée :**

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :

[...]

- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;

- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. [...]

Annexe V - i) [...] Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1<sup>er</sup> janvier 2023.

**Constats :**

Une stratégie de prélèvement a été rédigée, avec l'aide d'un prestataire externe.

A partir des enjeux déterminés autour du site, elle identifie les points de prélèvement dans l'air en fonction des conditions de vent, ainsi que les points de prélèvement à réaliser dans les eaux et dans les sols.

Le document reste à finaliser et à transmettre (coordonnées GPS des points de prélèvement), le document présenté étant une version projet. En outre, ces dispositions sont à intégrer au plan d'opération interne du site et seront à tester périodiquement.

L'exploitant s'oriente vers la contractualisation avec un prestataire externe disposant d'une astreinte 24/24 et s'engageant à intervenir sous un délai de 4 heures pour la réalisation des prélèvements en situation accidentelle ou incidentelle. Un projet de protocole a pu être présenté.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

<p>L'exploitant transmettra le document de stratégie de prélèvement finalisé d'ici la fin du mois de juin 2025. En outre, la transmission du document contractuel de prestation signé est attendue sous le même délai.</p> <p>Les éléments devront être intégrés au plan d'opération interne du site, au plus tard au 30/06/2025, et régulièrement testés.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 5 : Personnels compétents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contenu POI
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...]</li> <li>- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.</li> </ul> <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;</p> <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant s'oriente vers la contractualisation avec un prestataire externe (projet de protocole présenté), compétent pour la réalisation des prélèvements.</p> <p>Toutefois, l'attention est attirée sur la nécessité d'obtenir tout élément justifiant de la compétence du personnel amené à réaliser les prélèvements.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

Le document de contractualisation envisagé avec un prestataire externe devra faire figurer les éléments justifiant du niveau de compétence adapté du personnel amené à intervenir pour réaliser les prélèvements environnementaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Consultation POI**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 01/01/2022, article Article L.515-41 du CE
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le projet de plan est soumis à la consultation du personnel travaillant dans l'établissement au sens du code du travail, y compris le personnel sous-traitant, dans le cadre du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail élargi prévu à l'article L. 4523-11 du code du travail.
<b>Constats :</b>  La justification de la consultation de la commission santé, sécurité et conditions de travail (CSSCT) du comité social et économique (CSE) sur le plan d'opération interne reste à apporter.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant précisera et justifiera de la consultation de la commission santé, sécurité et conditions de travail (CSSCT) du comité social et économique (CSE) sur le plan d'opération interne du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 7 : Identification des moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Moyens d'intervention en cas d'accident. Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance. L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations

<p>classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.</p> <p>En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un point d'eau a été mis hors service par l'exploitant. Si son accès est bien rendu impossible par la pose d'un caisson, il demeure un affichage laissant subsister un doute sur son caractère opérationnel.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de prévoir un affichage explicite sur le caractère hors service de l'équipement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 15 jours</p>